De: <u>Accès à l"information - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine</u>

À:

Objet: RE: 200863486_Attestation d"assaisonnement

Date : 5 juillet 2024 09:36:00

Pièces jointes : 2021-02-25 Attestation assainissement.pdf

image001.png

Avis de recours_2020.pdf

Bonjour,

La présente fait suite à votre demande d'accès, reçue le 15 avril dernier, concernant l'attestation d'assainissement de la municipalité de Mont-St-Pierre.

Vous trouverez en pièce jointe le document visé par votre demande.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

L'équipe de l'accès à l'information Bureau de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine / MJT

Direction de l'accès à l'information Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs www.environnement.gouv.qc.ca

| Collaboration | Expertise | Rigueur | Leadership | Innovation | Passion |
|---------------|-----------|---------|------------|------------|---------|
| | | | | | |

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques



Sainte-Anne-des-Monts, le 25 février 2021

ATTESTATION D'ASSAINISSEMENT Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2, article 31.33) Attestation n°100-0048

Municipalité du village de Mont-Saint-Pierre 102, rue Prudent-Cloutier Case postale 9 Mont-Saint-Pierre (Québec) G0E 1V0

N/Réf.:

7315-11-01-0004801

401999324

Objet:

Exploitation du lieu « Ouvrage municipal d'assainissement des

eaux usées de Mont-Saint-Pierre »

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la section III.1 du chapitre IV du titre 1 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2), je vous délivre cette attestation d'assainissement pour l'exploitation des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées décrits à la partie I.

La présente attestation d'assainissement prend effet le 1er janvier 2022.

Les conditions, restrictions et interdictions applicables à votre ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées sont précisées aux parties jointes et énumérées ci-dessous :

PARTIE I

: DESCRIPTION DE L'OUVRAGE MUNICIPAL D'ASSAINISSEMENT DES

EAUX USÉES

PARTIE II

NORMES DE REJET

PARTIE III

NORMES DE DÉBORDEMENT

PARTIE IV

EXIGENCES DE SUIVI ET CONDITIONS D'EXPLOITATION

PARTIE V

ÉTUDES

PARTIE VI

PROGRAMMES CORRECTEURS

PARTIE VII

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

ANNEXE 1 : SCHÉMAS

La description de l'ouvrage d'assainissement a été principalement établie sur la base des données contenues dans le système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (SOMAEU) et dans le document suivant :

Titre : Cahier des exigences environnementales, municipalité de Mont-Saint-Pierre Date de parution : 2009-06-02

Nom de l'auteur : Direction des infrastructures - Québec

Organisme : Ministère des Affaires municipales, des Régions, et de l'Occupation du territoire

N/Réf.:

7315-11-01-0004801

401999324

La description de l'ouvrage d'assainissement, les conditions, restrictions et interdictions précisées aux parties I à IV et l'annexe 1 présentant les schémas relatifs à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées font également partie intégrante de la présente attestation d'assainissement.

Votre ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées est également assujetti au Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (RLRQ, chapitre Q-2, r. 34.1).

Cette attestation d'assainissement ne vous dispense pas d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement, le cas échéant, et de respecter toute autre autorisation déjà délivrée.

Finalement, nous vous rappelons qu'en vertu des articles 118.12 et 118.15 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, vous pouvez contester le contenu de cette attestation d'assainissement devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ) dans les trente (30) jours suivant sa notification.

Pour le ministre,

CB/JPV/mf

Catherine Bernier

Directrice régionale adjointe par intérim de l'analyse et de l'expertise de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine